



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Vente d'Opella par Sanofi

Question au Gouvernement n° 50

Texte de la question

VENTE D'OPELLA PAR SANOFI

**Mme la présidente** . La parole est à M. Hadrien Clouet.

**M. Hadrien Clouet** . Le Doliprane, médicament le plus demandé du pays (*M. Hadrien Clouet brandit une boîte de Doliprane*), est en passe de basculer sous pavillon nord-américain – et c'est à cause de vous. Emmanuel Macron a annoncé relocaliser la production des médicaments ; il a dû confondre le Calvados et la Californie ! (Applaudissements sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.) Sanofi vend en effet au fonds Clayton, Dubilier & Rice sa filiale Opella – et non Orpella, comme on a pu l'entendre : avant de promouvoir les clauses Molière, il faudrait commencer par faire preuve de rigueur –, laquelle emploie 1 700 salariés en France.

Les marchés se réjouissent, puisque l'action Sanofi est passée de 85 euros cet été à 102 euros. Nous parlons d'une entreprise que vous avez arrosée de plus d'un million d'euros d'aides publiques alors qu'elle ferme des laboratoires en France (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*) ; ses dirigeants ont choisi l'acheteur – qui a signé un chèque de 200 millions d'euros au bénéfice de la dirigeante Mme Van Ongevalle – en se fondant exclusivement sur le cours boursier, sans aucune préoccupation pour les emplois, pour les qualifications ou pour la souveraineté sanitaire de notre pays.

Quant au fonds qui a été retenu – Clayton Machin –, on le connaît : c'est celui qui a acheté But et Conforama, en disant, la main sur le cœur, que l'emploi serait maintenu et que rien ne bougerait. Bilan : des milliers de licenciements, programmés puis effectifs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, et sur quelques bancs des groupes SOC et LIOT.*) Ces gens sont des menteurs professionnels : leurs engagements ne valent rien. Pourtant, M. Ferracci, ministre délégué chargé de l'industrie, vient de nous dire que Clayton est un fonds « sérieux », qui « présente des perspectives positives ». Êtes-vous des ministres de la République, ou le service après-vente de la Bourse de New York ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS.*) On se pose la question en vous entendant. Nous exigeons donc la nationalisation du groupe Sanofi : il faut cesser de gaver des actionnaires qui trahissent l'intérêt national. Reprenons le contrôle ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes SOC et EcoS. – M. Stéphane Peu applaudit aussi.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**M. Antoine Armand, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** . Vous avez cité beaucoup de monde : si j'avais été vous, j'aurais d'abord cité les salariés de Lisieux et de Compiègne. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Ils ne peuvent se retrouver au centre de polémiques et d'accusations personnelles, quelle que soit leur véracité. J'ai eu l'occasion d'exprimer devant la représentation nationale, il y a quelques minutes... (Nouvelles exclamations sur les bancs

du groupe LFI-NFP.)

**M. Aurélien Le Coq** . C'est la mort lente, votre truc !

**M. Antoine Armand, ministre** . Écoutez, cela concerne les salariés ! J'ai évoqué les engagements très précis que nous exigeons, que ce soit en matière d'empreinte industrielle, de maintien de l'emploi, de localisation du siège, de recherche et développement. Je le redis : nous ne nous interdisons rien dans le cadre de la loi. La question du rôle de l'État se pose ; il faut également se servir des outils fournis par le décret du 28 septembre 2023 relatif aux investissements étrangers en France.

Je m'étonne, mais ce n'est peut-être pas si surprenant, que nous n'ayons pas exactement la même vision de l'intérêt de maintenir des usines et des investissements en France. Quand je compare l'action que nous menons depuis quelques années avec le programme que certains promeuvent ici en matière d'imposition, d'emploi et d'attractivité,...

**M. Ugo Bernalicis** . De nationalisation !

**M. Antoine Armand, ministre** . ...je me dis que si ce programme avait été appliqué, il n'y aurait peut-être plus d'investisseurs, plus d'usines et en fin de compte plus d'emplois dans ce pays. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. Hadrien Clouet.

**M. Hadrien Clouet** . Vous avez donc mis sept ans pour comprendre que nous n'avions pas la même vision. Nous connaissons la vôtre : elle a débouché sur la vente d'Alstom, de STX, d'Alcatel, de l'aéroport de Toulouse, entre autres. Apprenez de vos erreurs, et nationalisez immédiatement ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Hadrien Clouet](#)

**Circonscription** : Haute-Garonne (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 50

**Rubrique** : Entreprises

**Ministère interrogé** : Économie, finances et industrie

**Ministère attributaire** : Économie, finances et industrie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 16 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 octobre 2024